



LES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE ET LE MOYEN-ORIENT

Hillary CLINTON ET LE MOYEN-ORIENT

"I believe the future holds far more opportunities than threats if we exercise creative and confident leadership that enables us to shape global events rather than be shaped by them."

- ✓ **Renforcer** les **partenariats existants**, et notamment la **relation** avec **Israël**, endommagée par les années Obama
- ✓ **Défendre Israël** et **favoriser** la création de **deux Etats**
- ✓ **Renforcer** la **présence américaine** en **Syrie** et **armer** les **rebelles** afin de **vaincre l'Etat Islamique** et le terrorisme
- ✓ **Continuer** les **négociations** sur le **nucléaire iranien**, avec toutefois un **refus** de faire totalement **confiance** aux Iraniens et une **volonté** de **maintenir** une partie des **sanctions** en place

• **Politique globale sur le Moyen-Orient**

Contrairement à Barack Obama, qui avait mis l'accent sur un pivot asiatique à ses débuts, Hillary Clinton, au vu de la situation géopolitique actuelle, met l'accent sur l'importance de renforcer les partenariats déjà existants notamment au Moyen-Orient¹. Cette politique passera entre autre par une réaffirmation de l'importance de défendre l'existence d'Israël (*cf. Infra*).

• **Conflit israélo-palestinien**

Les relations entre Benyamin Netanyahu et Barack Obama n'étaient pas au beau fixe, et Hillary Clinton s'est engagée, une fois élue, à rencontrer le Premier ministre israélien au cours du premier mois de son mandat, pour le rassurer notamment sur le dossier du nucléaire iranien (*cf. infra*). Clinton souhaite éviter que les points d'achoppement entre les deux pays soient aussi exposés que lors du mandat de son prédécesseur.

Si elle appuie la vente d'avions de chasse F35 ainsi que de missiles, la « sécurité d'Israël n'étant pas négociable² ». Elle ne s'est pour autant pas exprimée sur le désir de l'Etat hébreu d'acheter les *Massive Ordnance Penetrators* – bombes américaines servant à faire exploser les bunkers. De plus, elle n'a pas apporté son soutien aux attaques israéliennes sur la bande de Gaza.

¹ Site internet officiel de la candidate à la présidentielle Hillary Clinton - <https://www.hillaryclinton.com/issues/national-security/>

² « Présidentielle américaine : Hillary Clinton et Donald Trump s'affrontent sur Israël », *Le Monde*, 22/03/2016 http://www.lemonde.fr/elections-americales/article/2016/03/22/devant-les-juifs-americains-mme-clinton-et-m-trump-s-affrontent-sur-israel_4887372_829254.html

Elle a émis la volonté d'obtenir un *fair deal* pour les deux parties et s'est montrée en faveur de la solution à deux Etats. Elle avait lié lors d'un meeting devant les étudiants de Mount Vermont (Iowa), en octobre 2015, l'échec des négociations actuelles au refus d'Israël de reconduire le gel des colonies en Cisjordanie³.

- **Conflit syrien**

Sur le conflit syrien, Hillary Clinton a admis que l'administration Obama avait commis des erreurs stratégiques en refusant de s'impliquer plus en amont, par exemple en armant des partisans autres que l'Armée syrienne libre (ASL). Elle plaide pour un renforcement de la présence américaine dans la région via des membres des opérations spéciales, des formateurs et le maintien des attaques aériennes ciblées. Elle est, toutefois, opposée à ce que des troupes américaines interviennent directement au sol en Syrie⁴.

Sa position sur le conflit syrien s'inscrit dans une logique plus large de lutte contre le terrorisme et plus particulièrement contre l'Etat Islamique.

- **Nucléaire iranien**

La candidate Hillary Clinton, a apporté son soutien à l'accord sur le nucléaire iranien lors d'un meeting à la Brookings Institution en septembre 2015⁵.

Cette position s'explique par son appartenance à l'administration Obama. En tant que Secrétaire d'Etat, elle avait travaillé sur le dossier du nucléaire iranien. La politique américaine avait alors consisté, officiellement, à intensifier les pressions économiques sur l'Iran, via notamment des mesures d'embargo, afin d'amener le pays à la table des négociations. Officieusement toutefois, des canaux de communication avaient été ouverts entre l'Iran et les Etats-Unis par le biais du sultanat d'Oman⁶. Ce sont ces premières avancées qui permettent à la candidate H. Clinton de revendiquer une partie de la parenté de l'accord lors d'un meeting en novembre 2015. Une affirmation jugée « *mostly true* » par le site Politifacts⁷, qui vérifie la part de véracité des propos des politiciens américains, entre autre lors de campagnes électorales.

Néanmoins, pour conserver le soutien des lobbies juifs, Hillary Clinton maintient une position ferme vis-à-vis de l'Iran. Elle exprime son scepticisme sur les intentions réelles de l'Iran à travers l'expression « *Distrust and Verify* »⁸, réinterprétant ainsi la formule employée par Ronald Reagan « *Trust and Verify* » sur l'Union Soviétique. Selon elle, cet accord doit s'inscrire dans une stratégie plus globale de *containment* envers la République islamique d'Iran, la levée totale des sanctions internationales restant soumises au respect de l'accord.

Marion MECHALI
8^{ème} promotion du séminaire Grandes Ecoles
Membre du comité Moyen-Orient

³ « Hillary Clinton admet être pessimiste face au conflit israélo-palestinien », Slate.fr, 08/10/2015 - <http://www.slate.fr/story/108033/hillary-clinton-pessimiste-conflit-israelo-palestinien>

⁴ Débat entre les candidats démocrates à la primaire Hillary Clinton et Bernie Sanders organisé par MSNBC le 04/02/2016 dans le New-Hampshire (www.nbcnews.com/politics/2016-election/transcript-msnbc-democratic-candidates-debate-n511036)

⁵ « Hillary Clinton Backs Iran Nuclear Deal, With Caveats », *New York Times*, 09/10/2015 - <http://www.nytimes.com/2015/09/10/us/politics/hillary-clinton-backs-iran-nuclear-deal.html>

⁶ « For Hillary Clinton and John Kerry, Divergent Paths to Iran Nuclear Talks Backs », *New York Times*, 02/05/2016 - http://www.nytimes.com/2016/05/03/us/politics/for-hillary-clinton-and-john-kerry-divergent-paths-to-iran-nuclear-talks.html?_r=0

⁷ « Hillary Clinton says she helped usher Iran to the negotiating table », Polifact.com, 23/11/2015 - <http://www.politifact.com/truth-o-meter/statements/2015/nov/23/hillary-clinton/hillary-clinton-says-she-helped-usher-iran-negotia/>

⁸ « For Hillary Clinton and John Kerry, Divergent Paths to Iran Nuclear Talks Backs », *New York Times*, 02/05/2016 - http://www.nytimes.com/2016/05/03/us/politics/for-hillary-clinton-and-john-kerry-divergent-paths-to-iran-nuclear-talks.html?_r=0

DONALD TRUMP ET LE MOYEN-ORIENT

Afin de garantir les intérêts américains au Moyen-Orient et la sécurité des Etats-Unis, au sein et hors des frontières nationales, Donald Trump a **deux objectifs stratégiques** :

- **Défaire l'organisation de l'*Etat islamique***
- **Endiguer l'influence de l'Iran dans la région** : stratégie du *containment*

Trois axes prioritaires pour les réaliser :

- **Renforcer l'appareil militaire américain** et augmenter le budget de la défense
- **Renforcer l'alliance stratégique et militaire avec Israël** dans une coopération bilatérale de défense
- **Optimiser le multilatéralisme : renégocier les alliances avec les Etats de la péninsule arabique**

• **Politique globale sur le Moyen-Orient**

Sur le fond, le positionnement de Donald Trump est souvent perçu comme un retour au vieux réflexe isolationniste des conservateurs américains, contrecoups de l'intervention en Afghanistan et du traumatisme irakien avec ses 4 489 soldats tués et 32 000 blessés pour un résultat considéré par beaucoup comme nul. En réalité, se définissant lui-même comme « *not isolationist but America first*⁶ », Donald Trump adopte une position plus mesurée que ses prédécesseurs du courant paléo-conservateur dont il se réclame.

Comme eux, il partage l'idée que l'Amérique a une « destinée manifeste », qu'elle est une nation exceptionnelle parmi les nations. Comme eux, également, il estime qu'il n'appartient pas aux Etats-Unis d'être le gendarme du monde et de risquer systématiquement sa puissance militaire au service des autres. L'idée d'une puissance hégémonique imposant la paix au monde doit, pour lui, progressivement laisser la place à la primauté des alliances scellées avec des Nations « amies », ou tout du moins non hostiles, en vue d'établir un véritable équilibre des puissances sur le terrain. Homme d'affaires, Donald Trump est aussi un pragmatique. Conscient des limites de l'appareil militaire américain, il a pour leitmotiv de **renégocier les modalités d'application des alliances** actuelles entre Washington et ses partenaires du monde arabe afin d'assurer un désengagement progressif de l'Amérique dans cette région.

• **Vaincre l'organisation de l'*Etat islamique***

Sur le plan militaire, Donald Trump semble, en l'espèce, relativement proche de la position de son rival, Ted Cruz, en s'opposant farouchement à la perspective de réengager des troupes au sol dans la région, seulement quatre ans après avoir remis la dernière des 505 bases militaires dont l'armée

⁶ In "Donald Trump's Worldview, America Comes First, and Everybody Else Pays", *The New York Times*, 26/03/2016

américaine disposait en Irak. A l'intervention de troupes au sol, Donald Trump préfère l'intensification des raids aériens offensifs prenant pour cible les installations pétrolières et gazières ainsi que les points de passage servant à la contrebande du pétrole afin de tarir les principales sources de financements de l'organisation *Etat islamique*. Exprimant la volonté de s'engager *a minima* sur le théâtre syrien, le candidat à l'investiture républicaine a très favorablement accueilli l'engagement des forces aéronavales russes en Syrie contre l'OEI sans faire grand cas du fait que les frappes décidées par Moscou ont très largement concouru à étriiller les groupes rebelles, y compris ceux soutenus par les Etats-Unis.

Sur le plan diplomatique, Donald Trump est très critique à l'égard de ce qu'il nomme la « stratégie Obama-Clinton » consistant à mener l'offensive simultanément contre l'OEI et le régime de Damas. En effet, s'il qualifie volontiers Bachar al Assad de « *bad guy* » peu fréquentable, Donald Trump rappelle néanmoins que le régime syrien ne représente aucune menace directe contre les intérêts américains contrairement à l'organisation terroriste dont la défection demeure, pour lui, la priorité numéro un. En ce sens, il se distingue, au sein du camp républicain, des voix appelant à destituer Bachar al Assad à tout prix et à rejeter toute alliance avec les Russes tant que ceux-ci marqueraient leur soutien à Damas comme le faisait l'ex-candidat Marco Rubio.

- **La renégociation des traités d'alliance avec les pays du Golfe**

Visant à concilier des intérêts *a priori* inconciliables, à savoir, d'une part, l'intensification de la lutte contre l'organisation *Etat islamique* et, d'autre part, le désengagement de l'appareil militaire américain au Moyen-Orient, la « doctrine Trump » n'a d'autre issue que de faire la part belle au multilatéralisme en appelant les nations arabes alliées des Etats-Unis à s'investir davantage sur les plans diplomatiques et militaires.

Parce qu'il estime cette reconfiguration absolument nécessaire pour les Etats-Unis, Donald Trump annonce qu'il n'hésitera pas à introduire un rapport de force voire des mesures de rétention contre tout partenaire se montrant réfractaire aux conditions exigées par les Etats-Unis dans le cadre de ce multilatéralisme redessiné. Les partenaires stratégiques des Etats-Unis disposent de deux alternatives : soit ils prennent la responsabilité de leur propre défense soit, s'ils souhaitent bénéficier de la protection américaine, ils en assument la charge financière : « *Our allies must contribute toward the financial, political and human costs of our tremendous security burden. [...] The countries we are defending must pay for the cost of this defense – and, if not, the U.S. must be prepared to let these countries defend themselves*⁷ ».

Dans le cadre de ce nouveau rapport de force, Donald Trump s'en prend tout particulièrement aux termes du pacte de défense entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, ceux-ci étant jugés excessivement défavorables à Washington au regard des considérables capacités financières dont dispose le Royaume grâce à ses revenus tirés du pétrole⁸. Profitant d'une conjoncture sur les marchés pétroliers favorable aux Etats-Unis⁹, Donald Trump déclare que, en cas de victoire aux présidentielles, il suspendra l'achat de pétrole saoudien tant que le Royaume n'aura pas mis en œuvre des moyens substantiels dans la lutte contre l'organisation *Etat islamique*, y compris des troupes au sol, ou, le cas échéant, qu'il ne remboursera pas les frais que les Etats-Unis ont engagé dans la défense de la péninsule. Dans la même veine, le candidat Trump a également annoncé vouloir conditionner l'achat de pétrole saoudien à l'augmentation du budget de la défense du Royaume pour que les Etats-Unis puissent se désengager de la région¹⁰.

⁷ Extrait du discours de politique étrangère de Donald Trump à Washington, 27/04/2016

⁸ Avec 727 milliards de dollars en 2014, l'Arabie saoudite dispose du PIB le plus élevé au Moyen-Orient.

Source : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/arabie-saoudite/presentation-de-l-arabie-saoudite/> (site du ministère français des Affaires étrangères).

⁹ Cette conjoncture est façonnée par un faible cours du pétrole (40\$ le baril), la hausse de la production par les pays non-OPEP, l'évolution technologique et par l'exploitation du pétrole de schiste qui permet aux Etats-Unis de devenir le premier producteur mondial. Les Etats-Unis auraient, depuis 2010, réduit de 20% leurs importations provenant du Moyen-Orient.

¹⁰ "In Donald Trump's Worldview, America Comes First, and Everybody Else Pays", *The New York Times*, 26/04/2016.

- **Renégociation de l'accord sur le nucléaire iranien : contenir l'Iran**

Estimant que l'Iran constitue une menace contre les intérêts stratégiques de l'Amérique au Moyen-Orient et contre ses alliés régionaux, Israël et l'Arabie saoudite au premier chef, les candidats Marco Rubio, Ben Carson et Ted Cruz ont promis, s'ils étaient élus, d'abroger l'accord qui a été signé à Vienne le 14 juillet 2015, de prévoir des sanctions supplémentaires voire de recourir à la force pour affaiblir la République islamique.

Pragmatique, Donald Trump semble privilégier la renégociation de l'accord à son abrogation pure et simple afin d'en réviser les dispositions dont il estime qu'elles sont insuffisamment contraignantes pour empêcher l'Iran de se doter, à court terme, de combustible nucléaire à des fins militaires.

Primo, prévoyant le maintien en service de 5 000 centrifugeuses capables d'enrichir l'uranium sur le site de Natanz, l'accord Kerry-Zarif participera, selon Donald Trump, à retarder l'acquisition par l'Iran de l'arme nucléaire sans pour autant pouvoir l'empêcher.

Secundo, il estime que la levée progressive des sanctions et des embargos¹¹ qui s'exerçaient jusque-là sur l'Iran constitue un bien mauvais calcul de la communauté internationale pour préserver la stabilité au Proche et Moyen-Orient. En effet, en dépit des dispositions de la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU venant entériner l'accord de Vienne, l'Iran continue de procéder à des essais de missiles balistiques à moyenne portée capables d'atteindre indifféremment l'Arabie saoudite et Israël¹² et provoquant régulièrement des tensions dans la région. Dans ce contexte, Donald Trump voit dans la levée progressive de l'embargo sur les armes conventionnelles et sur les missiles balistiques à destination de l'Iran l'échec de l'administration Obama à défendre ses alliés et, surtout, la faillite d'une communauté internationale bien incapable d'endiguer les velléités stratégiques de Téhéran. Pis, le dégel partiel des avoirs financiers iraniens obtenu dans le cadre des négociations de Vienne permet d'ores et déjà à Téhéran d'annoncer un retour de capitaux d'un montant de 32 milliards de dollars¹³.

Pour Donald Trump, l'accord Kerry-Zarif renforce le programme nucléaire stratégique iranien plus qu'il ne le démantèle.

Cependant, s'il se dit prêt à soutenir les efforts d'Israël pour se prémunir contre un Iran nucléarisé, il reste cependant peu enclin à encourager la prolifération nucléaire dans les Etats arabes du Golfe en guise de contre-mesure¹⁴.

- **Conflit israélo-palestinien**

A l'instar des candidats Ben Carson, Marco Rubio et Ted Cruz, Donald Trump a, durant la campagne des primaires, martelé son soutien indéfectible à l'Etat d'Israël¹⁵. Il a, par ailleurs, laissé transparaître un positionnement plus personnel en indiquant cultiver une relation d'amitié avec l'actuel Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu.

¹¹ L'accord de Vienne du 14 juillet 2015 prévoit que la levée de l'intégralité des sanctions sera échelonnée sur dix ans, et durant 15 ans les mesures pourront être automatiquement rétablies en cas de manquements de l'Iran. Les embargos de l'Onu sur les armes conventionnelles et sur les missiles balistiques sont maintenus jusqu'en 2020 et 2023.

¹² « L'Iran a testé avec succès un nouveau missile balistique », Laurent Lagneau, *zone militaire : opex360.com*, 12/10/2015

¹³ Visant à affaiblir économiquement le régime iranien, les sanctions internationales prévoyaient que les capitaux issus des secteurs publics ou semi-publics iraniens (banques publiques ou consortiums énergétiques comme la *National Iranian Oil Company*) puissent, lorsqu'ils étaient placés sur des comptes à l'étranger, être gelés et rendus inaccessibles à leur détenteur. Ces avoirs seraient essentiellement concentrés dans des banques chinoises, coréennes, japonaises ou encore russes.

¹⁴ En Asie, en revanche, Donald Trump s'est prononcé en faveur de la prolifération nucléaire en appelant le Japon et la Corée à se doter d'une force de frappe stratégique contre la Chine.

¹⁵ "The Palestinians must come to the table knowing that the bond between the United States and Israel is absolutely, totally unbreakable", extrait du discours de Donald Trump devant l'AIPAC le 21/03/2016.

En revanche, si les références à Israël constituent la clé de voûte de son argumentaire contre l'Iran et le Hezbollah, Donald Trump s'exprime relativement peu sur les problématiques relatives au conflit israélo-palestinien.

Son intervention devant les membres de l'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC), le 21 mars 2016, permet néanmoins de dégager les grandes lignes de son positionnement.

Donald Trump se prononce ainsi :

- Favorable à la solution de deux Etats.
- Favorable à ce que l'Ambassade des Etats-Unis soit transférée de Tel Aviv à Jérusalem afin d'acter la reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'Etat hébreu.
- Opposé à toute ingérence des Nations Unies dans le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens¹⁶. Affirmant qu'une négociation doit réunir uniquement les parties concernées au risque de mener à un désastre, Donald Trump garantit que, s'il est élu, il opposera son veto à tout accord de paix issu d'une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Contempteur du multilatéralisme institutionnel, il aspire néanmoins à ce que les Etats-Unis soient un « facilitateur » au cours des négociations.
- En faveur d'une ligne dure envers l'Autorité palestinienne. Dans son discours, Donald Trump ne distingue aucunement Gaza de la Cisjordanie. Pour lui, la population palestinienne y est polarisée selon une *summa divisio* quasi-arithmétique, une moitié serait sous contrôle du Hamas et de l' « Etat islamique palestinien » (« *Palestinian ISIS* »), l'autre moitié refuserait de combattre la première. Au terme d'un tel syllogisme, il apparaîtrait que les Palestiniens sont collectivement responsables de la dégradation de la situation en Cisjordanie (référence aux attentats au couteau contre des militaires et des civils israéliens) et que, par conséquent, aucune initiative de paix ne pourrait advenir sous peu au risque d'apparaître comme une « récompense au terrorisme palestinien ».

Jérémy BRIDIER
Membre associé de l'ANAJ-IHEDN
Membre du Comité Moyen-Orient

¹⁶ "The United Nations is not a friend of democracy, it's not a friend to freedom, [...]. And it surely is not a friend to Israel. [...] When I'm president, believe me, I will veto any attempt by the U.N. to impose its will on the Jewish state. It will be vetoed 100 percent", extrait du discours de Donald Trump devant l'AIPAC le 21/03/2016.